

Nogaro rejette

Le conseil municipal, d'accord sur le principe, demande un travail de fond au préalable

Le préfet du Gers a donné deux mois aux communes du département pour approuver – ou non – le projet de SDCI (schéma départemental de coopération intercommunale) qu'il leur a présenté le 9 septembre 2015. Elles doivent transmettre leur décision avant le 15 décembre 2015. Or, ce projet pose la fusion des trois communautés de communes Bas-Armagnac, Grand-Armagnac et D'Artagnan en Fezensac.

Le conseil municipal, réuni le 4 décembre, émet « un avis défavorable sur le projet, dans le délai qui nous est imposé ». Mais, attention, « en dépit de cet avis défavorable, il considère que cette proposition de périmètre couvrant les trois communautés de communes devra déboucher sur l'engagement d'un travail de fond permettant de proposer un projet de fusion volontaire, bâti à partir des attentes et des besoins (...) et en adéquation avec les ressources financières... ». Il n'est donc pas contre le principe de cette fusion, mais il estime que cela demande énormément de préparation.

Inquiétude - Il semble que, sauf exception, la majorité des communes des trois communautés de communes citées aient rejeté le projet de SDCI. On entend certains conseillers dire que, en résultat de cette fusion, on aurait un territoire très difficile à administrer, parce qu'il regrouperait les 103 communes de l'ex-Pays d'Armagnac devenu PETR (Pôle d'équilibre territorial et rural) « pays d'Armagnac ».

Selon Christian Peyret, maire de Nogaro, la loi actuelle interdit de changer de PETR. C'est déjà cet impératif qui aurait fait échouer une éventuelle fusion avec les communautés de communes d'Aignan et de Riscle en 2013, car elles font partie du PETR « Val d'Adour ». Et les crédits déjà accordés par les ex-Pays ne pourraient être échangés.



Christian Peyret avant la réunion du conseil municipal